

ESSITY FRANCE

Société par Actions Simplifiée au capital de 50.374.272,18 €
Siège social : 151-161, boulevard Victor Hugo – 93 400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
509 395 109 - RCS Bobigny

COMPTES ANNUELS **EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**



Monsieur Valère Weiss
Président

Rubriques	France	Exportation	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises	923 238 598	2 035 179	925 273 776	1 126 174 167
Production vendue de biens	29 192 970	276 468	29 469 438	30 805 667
Production vendue de services	9 083 064	15 084 808	24 167 872	17 989 005
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	961 514 632	17 396 454	978 911 086	1 174 968 840
Production stockée			408 107	-79 508
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 039 908	4 822 051
Autres produits			701 648	566 441
PRODUITS D'EXPLOITATION			981 060 750	1 180 277 823
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			582 991 709	826 655 824
Variation de stock (marchandises)			4 203 436	-4 845 663
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			821 679	1 335 769
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				33 449
Autres achats et charges externes			298 374 567	310 894 582
Impôts, taxes et versements assimilés			3 971 563	3 462 689
Salaires et traitements			30 039 062	28 273 063
Charges sociales			13 171 298	12 718 550
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immo. : dot. aux amort. (Dont amort. fonds. commercial)			191 347	404 651
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			560 040	400 035
Dotations aux provisions			792 255	899 928
Autres charges			36 811 079	33 153 930
CHARGES D'EXPLOITATION			971 928 035	1 213 386 807
RESULTAT D'EXPLOITATION			9 132 715	-33 108 984
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			2 373 431	435 936
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			2 373 431	435 936
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			111 900	201 693
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			111 900	201 693
RESULTAT FINANCIER			2 261 532	234 243
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			11 394 247	-32 874 741

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	7 500	117 586
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	118 875	57 772
PRODUITS EXCEPTIONNELS	126 375	175 358
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	153 685	45 339
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	4 227 618	122 025
CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 381 303	167 364
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-4 254 928	7 994
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	160 515	-566 404
TOTAL DES PRODUITS	983 560 556	1 180 889 117
TOTAL DES CHARGES	976 581 753	1 213 189 460
BENEFICE OU PERTE	6 978 804	-32 300 343

ESSITY FRANCE

Société par Actions Simplifiée au capital de 50.374.272,18 €
Siège social : 151-161, boulevard Victor Hugo – 93 400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
509 395 109 - RCS Bobigny

EXTRAIT

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE **DU 28 JUIN 2024**

Décision relative à l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique, sur proposition du Président, décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023, s'élevant à 6.978.803,71 euros au compte « report à nouveau » déficitaire, qui s'établira après cette affectation, à la somme de -25.277.162,10 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 *bis* du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Montant des dividendes mis en distribution	Dividende éligible à l'abattement de 40 %	Dividende non éligible à l'abattement de 40 %
2020	83 390 129	15 927 514,64 €	-	15 927 514,64 €
2021	83 390 129	4 586 457,10 €	-	4 586 457,10 €
2022	83 390 129	-	-	-

Extrait certifié conforme à l'original



Monsieur Valère Weiss
Président

ESSITY France : Extrait de PV affectation du résultat 2024

Rapport d'audit final

2024-07-04

Créé le :	2024-07-04
De :	veronique.laurado@essity.com
État :	Signés
ID de transaction :	CBJCHBCAABAAe_hCqUzuVywLCaLcnMQOfU_1bE8pSlxy

Historique de "ESSITY France : Extrait de PV affectation du résultat 2024"

-  Document créé par veronique.laurado@essity.com
2024-07-04 - 08:59:21 GMT- Adresse IP : 35.181.40.193
-  Document envoyé par e-mail à Valere Weiss (valere.weiss@essity.com) pour signature
2024-07-04 - 08:59:59 GMT
-  E-mail consulté par Valere Weiss (valere.weiss@essity.com)
2024-07-04 - 09:12:15 GMT- Adresse IP : 35.181.40.193
-  Document signé électroniquement par Valere Weiss (valere.weiss@essity.com)
Date de signature : 2024-07-04 - 09:12:55 GMT - Source de l'heure : serveur- Adresse IP : 35.181.40.193
-  Accord terminé
2024-07-04 - 09:12:55 GMT

ESSITY FRANCE

Société par Actions Simplifiée au capital de 50.374.272,18 €
Siège social : 151-161, boulevard Victor Hugo – 93 400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
509 395 109 - RCS Bobigny

COMPTES ANNUELS **EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**



Monsieur Valère Weiss
Président

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers sont présentés en euros sauf indications contraires.

La société est une Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle au capital de 50.374.272,18 EUR créée le 10 décembre 2008.

Elle a son siège au 151-161 boulevard Victor Hugo à 93400 Saint-Ouen-sur-Seine et est inscrite au RCS de Bobigny sous le numéro 509 395 109.

Elle a pour activité la commercialisation aux clients externes d'articles à usage sanitaire ou domestique.

L'associé unique est ESSITY HOLDING FRANCE, RCS 752 456 830

1. LITIGE HYGIENE FEMININE

Dans le cadre du litige qui opposait la Société à la société Citeo, la Cour de cassation a rejeté le 23 novembre 2023 le pourvoi formé par la Société contre la décision de la Cour d'Appel de Paris du 30 septembre 2021.

Une provision couvrant les années 2018 à 2022 s'élevant à 687 milliers d'euros reste ouverte dans les comptes dans l'attente du règlement des sommes dues à la société Citeo.

2. CONGES PAYES

Concernant les décisions rendues par la Cour de cassation en septembre 2023 ayant fait naître de nouvelles obligations pour l'employeur relatives à l'acquisition de congés payés au titre des périodes d'arrêts maladie, la Société n'a constaté aucune provision au 31 décembre 2023. Dans l'attente de précisions des autorités compétentes pour définir la date à partir de laquelle les arrêts sont susceptibles d'être concernés par ces nouvelles obligations, la Société a retenu une rétroactivité de 9 ans. Concernant les arrêts maladie posés par les employés dans cette période et considérant une probabilité assez faible que ces montants soient réclamés, la probabilité de sortie de ressources a été estimée non significative.

3. RETRAITES

Une nouvelle réforme des retraites, prévue par la loi 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la Sécurité sociale pour 2023, est entrée en vigueur. Elle prévoit, notamment que l'âge de départ à la retraite sera progressivement relevé à compter du 1er septembre 2023 pour atteindre 64 ans en 2030, mais aussi une augmentation de la durée de cotisations pour bénéficier d'un taux plein à 43 ans à partir de 2027 (au lieu de 2035) et la suppression de certains régimes spéciaux pour les nouveaux embauchés.

Cette réforme n'a pas d'impact significatif pour la Société, les hypothèses de départ retenues pour l'évaluation de nos engagements retraites et médailles du travail n'étant pas modifiées du fait de cette loi.

4. APPORT PARTIEL D'ACTIF

Dans le cadre du projet de création d'une division européenne rassemblant les activités Consumer Tissue Private Label, la Société a apporté à la société Essity Operations Le Theil (nouvellement dénommée Essity PLD France) sa branche complète et autonome relative à son activité de distribution de produits Consumer Tissue « Private Label » par voie d'apport partiel d'actif, lequel a été réalisé au plan juridique, comptable et fiscal avec effet au 1er avril 2023.

L'actif net définitif apporté a été évalué à la somme de 33.015.856,82 euros et peut être synthétisé comme suit :

En milliers d'euros

ACTIF	
Actif Immobilisé	0,0
Stocks et en-cours	0,0
Créances Clients	68 934,7
Autres créances d'exploitation	9 370,2
Charges constatées d'avance	156,0
TOTAL ACTIF	78 460,9
PASSIF	
Provisions pour risques et charges	333,4
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 071,8
Dettes fiscales et sociales	9 333,0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0,0
Autres dettes	706,8
TOTAL PASSIF	45 445,0
ACTIF NET	33 015,9

L'apport partiel d'actif a été rémunéré par l'attribution à la Société de 19.147.033 actions nouvelles, d'une valeur nominale de 1 euro chacune, dans le capital d'Essity PLD France.

En date du 30 juin 2023, l'Associé unique de la Société a décidé une réduction de capital non motivée par des pertes, d'un montant de 33.015.856,82 euros, par réduction de la valeur nominale des actions de la Société passant de 1 euro à 0,60 euro. Cette réduction de capital a été payée en nature au moyen de l'attribution par la Société à Essity Holding France, associé unique de la Société, de 19.147.033 actions d'Essity PLD France.

Par décision du Président en date du 25 juillet 2023, après expiration du délai d'opposition des créanciers, il a été constaté la réalisation définitive de la réduction de capital et décidé la modification corrélative des statuts. Après cette opération, le capital social s'élève à la somme de 50.374.272,18 euros, divisé en 83.390.129 actions de 0,60 euro.

5. INFORMATIONS SPECIFIQUES RELATIVES AUX CRISES GENERALES

Les crises générales liées aux conflits Ukraine / Russie et au Proche-Orient n'ont pas eu d'impact particulier pour la Société qui a une activité non significative avec les pays concernés.

De manière plus large, ces conflits impactent l'économie en général et notamment les cours des matières premières et de l'énergie. Les conséquences de leur hausse sur les prix d'achats Intra-Groupe de nos produits ont pu être limitées partiellement par une répercussion sur les prix de ventes.

1. PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels de l'exercice 2023 ont été établis conformément aux dispositions du Règlement ANC 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif au Plan Comptable Général (P.C.G.).

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, définies par le P.C.G.

Les comptes ont été établis dans le respect des principes comptables :

- principe de prudence ;
- principe de continuité de l'exploitation ;
- principe de permanence des méthodes comptables ;
- principe d'indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. CHANGEMENTS DE REGLES ET METHODES COMPTABLES

Néant

3. IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

3.1. Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont reprises à leur coût d'achat ou à leur valeur d'apport et amorties linéairement comme suit :

	<u>Durée en années</u>
• Brevets	Durée des droits
• Logiciels	5, 4 ou 3 ans
• Droits de propriété artistique et autres éléments	Durée des droits
• Dessins et modèles	Durée des droits

Les marques acquises ne font pas l'objet d'amortissement.

Lorsque la valeur nette comptable des immobilisations incorporelles se trouve notablement supérieure aux avantages économiques futurs attendus de ces actifs, elles font l'objet d'une dépréciation complémentaire.

Les immobilisations incorporelles de la Société proviennent pour leur quasi-totalité de l'apport partiel d'actif de janvier 2009 et correspondent essentiellement à un fonds de commerce acquis à l'origine en 1988. Ce fonds a fait l'objet d'une analyse spécifique en 1996, avec constatation d'une dépréciation de 40 millions d'euros concernant les marques ne générant plus de chiffre d'affaires.

L'apport de 2009 ayant été fait en application de l'instruction 4 I-1-05 du 30 novembre 2005, cette provision a été reprise pour la valeur figurant chez l'apporteuse. Elle a fait l'objet d'un ajustement à la baisse de 5 millions d'euros en 2020 compte tenu de la valeur vénale estimée de la marque PEAUDOUCE® à l'étranger.

La valeur résiduelle du fonds correspondant à la marque NANA® a fait l'objet d'un test de dépréciation en 2023, le résultat de ce test donnant un montant supérieur à la valeur nette comptable. Cette valeur n'a pas été modifiée à la clôture de l'exercice en l'absence d'indice de perte de valeur.

3.2. Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition), à leur coût de production ou à leur valeur d'apport.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Sont amorties linéairement les immobilisations suivantes :

	<u>Durée en années</u>
• Agencements et aménagements des constructions	5 à 9 ans
• Matériel et Mobilier de bureau et informatique	3 à 10 ans

Sont amorties selon le mode dégressif ramené au linéaire, les immobilisations suivantes :

	<u>Durée en années</u>
• Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans

Lorsque la valeur nette comptable des immobilisations corporelles se trouve notablement supérieure aux avantages économiques futurs attendus de ces actifs, elles font l'objet d'une dépréciation complémentaire.

Les amortissements dérogatoires, constitués de l'écart entre l'amortissement fiscal et l'amortissement linéaire, sont inscrits en résultat exceptionnel et dans les provisions réglementées au passif du bilan.

4. STOCKS

4.1. Valorisation

Les stocks et les en-cours de production sont évalués au coût d'acquisition ou de production (coût moyen pondéré), ou à la valeur probable de réalisation si celle-ci est inférieure.

4.2. Dépréciation

Une dépréciation est constituée lorsque le prix de réalisation pour les produits finis, déduction faite des frais proportionnels de vente, est inférieur au coût moyen pondéré du stock.

4.3. Sous-activité

Les frais fixes sont incorporés aux coûts de production des produits sur la base d'une activité normale.

5. CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée client par client pour les créances présentant un risque de non-recouvrement.

6. OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la clôture de l'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écarts de conversion.

Lorsque la dette ou créance fait l'objet d'une couverture de change, celle-ci est valorisée aux taux de couverture. Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques.

7. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions comprennent :

7.1. des provisions concernant des litiges en cours et des charges que des événements en cours rendent probables mais dont la réalisation du risque ou de la charge est incertaine.

7.2. des provisions pour indemnités de départ à la retraite et assimilés :

L'engagement de la Société lié aux indemnités de départ à la retraite a été évalué par un Actuaire-Conseil à 4.828 milliers d'euros au 31 décembre 2023, en valeur actuelle.

Ce calcul a été fait en tenant compte :

- de la probabilité de présence du salarié dans l'entreprise à l'âge de la retraite,
- d'un taux d'actualisation de 3,18% et en retenant les hypothèses suivantes d'un départ volontaire :
 - pour un salarié non-cadre à l'âge de 63 ans s'il est né avant 1963, sinon 64 ans
 - pour un salarié cadre à l'âge de 65 ans s'il est né avant 1963, sinon 66 ans
- ainsi que d'une croissance annuelle des rémunérations de 3,5% et d'un taux d'inflation de 2,25%.

Les montants des indemnités de départ en retraite ont été déterminés conformément aux règles fixées par les conventions collectives nationales applicables à l'entreprise.

La Société a confié à une société d'assurance le soin de constituer un fonds collectif de réserve destiné au service des indemnités de départ à la retraite. Au 31 décembre 2023, le fonds disposait de 880 milliers d'euros, soit 18% de la dette estimée.

La part non couverte par le fonds de réserve constitué auprès des assurances a fait l'objet d'une provision en comptabilité à hauteur de 3.948 milliers d'euros.

7.3. Des provisions pour gratifications médailles du travail :

L'engagement lié aux primes versées lors de la remise des médailles du travail a été évalué en utilisant les hypothèses définies pour l'engagement de la société lié aux indemnités de départ à la retraite.

L'engagement s'élève à 47 milliers d'euros à fin décembre 2023. Ce montant a fait l'objet d'une provision comptabilisée dans les comptes de la société.

7.4. Des provisions pour frais de santé de personnel retraité :

L'engagement pour frais de santé de personnel retraité a été calculé par un actuaire externe en fonction d'un taux d'actualisation de 3,18% et d'un taux d'augmentation des cotisations de 6,25% et la dernière table de mortalité connue.

L'engagement s'élève à 492 milliers d'euros à fin décembre 2023. Ce montant a fait l'objet d'une provision comptabilisée dans les comptes de la société.

8. ENGAGEMENTS ET OPERATIONS HORS BILAN

8.1. Opérations non inscrites au bilan

Aucune opération non inscrite au bilan ne présente des risques et avantages significatifs dont la connaissance est nécessaire pour apprécier la situation financière de la société.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	50 411 619		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	238 305	238 305	
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.		2 177 650	
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier		2 211 491	941
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			67 977
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 627 446		68 919
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations		7 622	33 015 857
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières		1 668 726	466 858
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 676 348		33 482 715
TOTAL GENERAL	56 715 412		33 551 633

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			50 411 619	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			238 305	
Installations techn.,matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers			2 177 650	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		2 663	2 209 769	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			67 977	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 663	4 693 701		
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		33 015 857	7 622	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		370 368	1 765 216	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	33 386 224	1 772 838		
TOTAL GENERAL	33 388 887	56 878 158		

Exprimé en €

Eléments	Valeur brute	Amortissement / Dépréciation	Valeur nette
Droit au bail			
Eléments achetés			
Eléments réévalués			
Eléments reçus en apport :			
- Fonds origine 1988	48 090 957	33 901 940	14 189 017
- Fonds ACE 1991	1 029 659	1 029 659	
- Fonds Kolmi 1998	55 949		55 949
- Fonds Alpan, Enalis 1998	121 959		121 959
- Fonds Hexadis 1998	151 016	151 016	
TOTAL	49 449 540	35 082 615	14 366 925

- Le fonds d'origine 1988 correspond à l'acquisition par ESSITY de la société PEAUDOUCE, qui comprenait des activités Hygiène bébé, Hygiène féminine, Hygiène adulte, Hygiène tissue ainsi que d'autres activités annexes (coton, pansements). Il a été déprécié partiellement lors de l'étude faite en 1996 suite à la cession de la marque PEAUDOUCE® sur le territoire français (hygiène bébé). La partie non dépréciée du fonds correspond à la marque NANA® et à la marque PEAUDOUCE® qui reste exploitée à l'étranger.

- Le fonds commercial d'origine 1991 acquis à la société ACE a été déprécié à 100% lors de l'étude faite en 1996, suite à la cession d'une marque.

- Le fonds commercial acquis à la société Kolmi concerne l'incontinence adulte.

- Les fonds ALPAN, ENALIS, HEXADIS proviennent de l'acquisition des sociétés du même nom, société qui ont été absorbées en 2000 et concernent l'incontinence adulte.

Eléments	Valeur brute	Amortissement / Dépréciation	Valeur nette
Concessions, brevets et droits similaires	644 985	643 749	1 235
Autres immobilisations incorporelles (1)	317 094		317 094
TOTAL	962 079	643 749	318 329

(1) cet élément incorporel provient d'un apport de savoir-faire et de clientèle concernant la division Health and Medical Solutions. Il ne nécessite pas d'être déprécié, l'activité de cette division étant en croissance depuis cet apport.

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial	151 017			151 017
Autres immobilisations incorporelles	582 769			582 769
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	733 786			733 786
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	64 286	15 887		80 173
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers	2 133 609	31 334		2 164 943
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 909 985	144 126	2 663	2 051 448
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 107 880	191 347	2 663	4 296 564
TOTAL GENERAL	4 841 666	191 347	2 663	5 030 350

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations	7 944						7 944
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau		23 990			18 776		5 215
Embal récup.							
CORPOREL.	7 944	23 990			18 776		13 158
Acquis. titre							
TOTAL	7 944	23 990			18 776		13 158

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des échéances des créances et dettes

Comptes annuels au 31/12/2023

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	355 588	50 965	304 623
Autres immobilisations financières	1 409 628	1 409 628	
Clients douteux ou litigieux	56 944	56 944	
Autres créances clients	218 683 980	218 683 980	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 295	1 295	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	51 905	51 905	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	44 494 466	44 494 466	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	80 836 660	80 836 660	
Débiteurs divers	539 950	539 950	
Charges constatées d'avance	214 990	214 990	
TOTAL GENERAL	346 645 407	346 340 784	304 623
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	41 525		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	2 761	2 761		
Fournisseurs et comptes rattachés	187 701 456	187 701 456		
Personnel et comptes rattachés	9 031 843	9 031 843		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 281 193	7 281 193		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	19 844 698	19 844 698		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	645 477	645 477		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	98 812 480	98 812 480		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	323 319 908	323 319 908		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	83 390 129			0,6
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		68 087 241
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		68 087 241
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital	33 015 857	
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		13 158
Autres variations		
Résultat de l'exercice		6 978 804
	SOLDE	26 023 895
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		42 063 345

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	83 474	31 934	18 776	96 632
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	83 474	31 934	18 776	96 632
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	4 192 080	757 255	462 940	4 486 394
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 628 240	4 230 684	334 251	5 524 674
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	5 820 320	4 987 939	797 191	10 011 068
Dépréciations immobilisations incorporelles	34 992 578			34 992 578
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	388 179	560 040	388 179	560 040
Dépréciations comptes clients	58 253		7 202	51 051
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	35 439 010	560 040	395 381	35 603 669
TOTAL GENERAL	41 342 805	5 579 913	1 211 348	45 711 370
Dotations et reprises d'exploitation		1 352 295	759 103	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		4 227 618	118 875	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Les autres provisions pour risques et charges se ventilent comme suit :

	Solde au 31/12/2023
Dépenses de restructuration	3 893 817
Litiges	1 182 857
URSSAF	448 000
TOTAL	5 524 674

Les reprises sur provisions et dépréciations de l'exercice comprennent :

	Provisions pour risques et charges	Autres	Total
Reprises sur provisions et dépréciations pour utilisation	209 099	414 114	623 212
Reprises sur provisions et dépréciations devenues sans objet	254 722	43	254 766
Provisions et dépréciations comprises dans l'apport partiel d'actif	333 370		333 370
TOTAL	797 191	414 157	1 211 348

Compte	Libellé	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		67 685 599	63 375 145	4 310 454
AUTRES DETTES				
TOTAL AUTRES DETTES		95 233 293	79 354 789	15 878 504
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		15 105 524	14 529 797	575 726
TOTAL CHARGES A PAYER		178 024 416	157 259 731	20 764 685

Compte	Libellé	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		18 845	629 201	(610 356)
AUTRES CREANCES				
TOTAL AUTRES CREANCES		51 905	209 091	(157 186)
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		70 750	838 292	(767 542)

Compte	Libellé	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	CHARGES CONST D'AVANCE - AUTRES	168 118	283 095	(114 977)
486001	CHARGES CONST D'AVANCE - ASSURANCES	46 872	65 759	(18 887)
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		214 990	348 854	(133 864)

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2023	Total 31/12/2022	%
Ventes en France	961 514 632		961 514 632	1 156 224 382	-16,84 %
Ventes vers les pays de l'U.E.		11 313 533	11 313 533	11 811 689	-4,22 %
Ventes vers les pays hors U.E.		6 082 921	6 082 921	6 932 769	-12,26 %
TOTAL	961 514 632	17 396 454	978 911 086	1 174 968 840	-16,69 %

Rubriques	Total	Total	%
	31/12/2023	31/12/2022	
Hygiène - Consumer Goods	603 535 257	603 858 579	-0,1%
Hygiène - Professional Hygiene	159 792 664	169 203 912	-5,6%
Hygiène - Health & Medical Solutions	98 797 230	90 121 567	9,6%
Hygiène - Tissue Private Label	92 147 073	294 544 348	-68,7%
Autres Produits et Services	24 638 862	17 240 433	42,9%
TOTAL	978 911 086	1 174 968 840	-16,7%

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Transfert de charges d'exploitation - Indemnités d'assurance	16 785	7910
Transfert de charges d'exploitation - Indemnités diverses		
- Autres	239 732	7911
- Formations	2 760	7912
- Litiges	21 528	7915
TOTAL	280 805	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	7 500	771
Reprise des amortissements dérogatoires	18 776	787
Reprise des provisions exceptionnelles - Autres	39 399	787
Reprise des provisions exceptionnelles - Restructuration	60 700	787
TOTAL	126 375	

Répartition	Résultat avant impôt	Taux de l'impôt	Impôt théorique	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	11 394 247	25,00%	2 848 562	3 604 487	7 789 760
Résultat exceptionnel	(4 254 928)	25,00%	(1 063 732)	(773 338)	(3 481 590)
Participation des salariés		25,00%			
Contribution sociale sur les bénéfices		3,30%		68 249	(68 249)
Crédits d'impôts				(1 147 470)	1 147 470
Créances d'impôts à raison des bénéfices fiscaux antérieurs					
Impact de l'intégration fiscale				(1 591 413)	1 591 413
RESULTAT COMPTABLE	7 139 319		1 784 830	160 515	6 978 804

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Comptes annuels au 31/12/2023

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			6 978 804
Impôt sur les bénéfices			160 515
RESULTAT AVANT IMPOT			7 139 319
Amortissements dérogatoires	31 934	(18 776)	13 158
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	31 934	(18 776)	13 158
Ecart de conversion actif			
Ecart de conversion passif			
Charges non déductibles temporairement	(3 895 499)	2 603 482	(1 292 017)
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES	(3 895 499)	2 603 482	(1 292 017)
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			5 860 460

Rubriques	Solde au 31/12/2022	Dotations	Reprises	Solde au 31/12/2023
Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Ecart de conversion actif	83 474	31 934	(18 776)	96 632
TOTAL ACCROISSEMENTS	83 474	31 934	(18 776)	96 632
Participation des salariés aux résultats Contribution sociale de solidarité Autres provisions non déductibles Provision forfaitaire créances impayées Provision pour engagement retraite Charges à payer - Indemnité précarité Ecart de conversion passif	(1 856 199) (60 000) (223 000) (4 138 797) (11 698)	(1 544 520) (1 220 007) (352 001) (751 687) (27 284)	1 856 199 60 000 223 000 452 585 11 698	(1 544 520) (1 220 007) (352 001) (4 437 899) (27 284)
TOTAL ALLEGEMENTS	(6 289 694)	(3 895 499)	2 603 482	(7 581 711)
BASE FISCALE DIFFEREE NETTE	(6 206 220)	(3 863 565)	2 584 706	(7 485 079)
Plus-values différées Déficits reportables fiscalement Moins-values à long terme				
BASE FISCALE LATENTE NETTE				
TOTAL	(6 206 220)	(3 863 565)	2 584 706	(7 485 079)
IMPOTS DIFFERES OU LATENTS	25,825% (1 602 756)			25,825% (1 933 022)

La situation fiscale différée résulte des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits et de charges.

Selon la nature des décalages, l'effet de ces impôts différés sera d'alléger ou d'accroître la charge future d'impôt.

	Engagements réciproques					
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

IDENTITE DES SOCIETES CONSOLIDANTES

Selon le règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 modifiant le règlement ANC 2014-03, l'article du PCG 833-2/9 modifié il est précisé que les comptes de notre société sont consolidés dans les comptes de la société :

ESSITY AB, STOCKHOLM, SUEDE

La méthode de consolidation utilisée est celle de l'intégration globale.

Depuis le 1er Janvier 2017, notre société est membre du groupe d'intégration fiscale dont la société mère est ESSITY HOLDING FRANCE.

Chaque société intégrée fiscalement est replacée dans la situation qui aurait été la sienne si elle avait été imposée séparément. L'économie ou la charge d'impôt complémentaire résultant de la différence entre l'impôt dû par les filiales intégrées et l'impôt résultant de la détermination du résultat d'ensemble est enregistrée par ESSITY HOLDING FRANCE.

En cas de sortie du groupe, la filiale perd tout droit sur ses déficits fiscaux et fraction d'intérêts reportables subis en période d'intégration mais pourrait, en principe, prétendre à l'indemnisation des conséquences de sa sortie auprès de la société mère. En effet, l'article 10 de la convention d'intégration fiscale applicable prévoit notamment que dans cette hypothèse les parties se rapprocheront et conviendront entre elles des conséquences de cette sortie.

En tant que filiale, notre société est solidaire du paiement de l'impôt groupe vis-à-vis de la société mère.

Les charges correspondantes aux locations de véhicules de tourisme exclues des charges déductibles se sont élevées à 565.242 EUR.

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Ventilation de l'effectif moyen	Personnel salarié	
	31/12/2023	31/12/2022
Cadres	294	276
V.R.P. + Agents de maîtrise	24	29
Employés et Techniciens	38	56
Ouvriers et Agents techniques		
TOTAL	356	361

L'effectif, défini par l'article D 123-200 du code de commerce, ne tient désormais plus compte du personnel mis à disposition (personnel intérimaire et personnel détaché ou prêté).

L'effectif employé à temps partiel ou pour une durée inférieure à l'exercice est pris en compte en proportion du temps de travail effectif.

Néant.

ESSITY FRANCE

Société par Actions Simplifiée au capital de 50.374.272,18 €
Siège social : 151-161, boulevard Victor Hugo – 93 400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
509 395 109 - RCS Bobigny

COMPTES ANNUELS **EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**



Monsieur Valère Weiss
Président

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2023	31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	644 985	643 749	1 235	1 235
Fonds commercial	49 449 540	35 082 615	14 366 925	14 366 925
Autres immobilisations incorporelles	317 094		317 094	317 094
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	238 305	80 173	158 132	174 019
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	4 387 419	4 216 391	171 028	345 546
Immobilisations en cours	67 977		67 977	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	7 622		7 622	7 622
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	355 588		355 588	397 113
Autres immobilisations financières	1 409 628		1 409 628	1 271 613
ACTIF IMMOBILISE	56 878 158	40 022 928	16 855 230	16 881 168
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	1 348 842	560 040	788 802	552 556
Marchandises	12 002 919		12 002 919	16 206 355
Avances et acomptes versés sur commandes	143 720		143 720	309 528
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	218 740 925	51 051	218 689 874	289 782 311
Autres créances	125 924 276		125 924 276	80 703 555
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	786 810		786 810	595 078
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	214 990		214 990	348 854
ACTIF CIRCULANT	359 162 482	611 091	358 551 391	388 498 237
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	416 040 640	40 634 019	375 406 621	405 379 405

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Capital social ou individuel (dont versé : 50 374 272)	50 374 272	83 390 129
Primes d'émission, de fusion, d'apport	8 527 772	8 527 772
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	8 339 013	8 339 013
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	2 818	2 818
Report à nouveau	-32 255 966	44 377
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	6 978 804	-32 300 343
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	96 632	83 474
CAPITAUX PROPRES	42 063 346	68 087 241
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 630 857	1 411 009
Provisions pour charges	8 380 211	4 409 311
PROVISIONS	10 011 068	5 820 320
DETTE FINANCIERE		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	2 761	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	12 300	520
DETTE D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	187 701 456	201 450 834
Dettes fiscales et sociales	36 803 211	49 184 528
DETTE DIVERSE		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	98 812 480	80 835 962
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTE	323 332 207	331 471 844
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	375 406 621	405 379 405



Essity France

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Essity France

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Associé Unique de la société Essity France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Essity France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Strasbourg, le 31 mai 2024

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Alban de Claverie

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2023	31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	644 985	643 749	1 235	1 235
Fonds commercial	49 449 540	35 082 615	14 366 925	14 366 925
Autres immobilisations incorporelles	317 094		317 094	317 094
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	238 305	80 173	158 132	174 019
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	4 387 419	4 216 391	171 028	345 546
Immobilisations en cours	67 977		67 977	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	7 622		7 622	7 622
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	355 588		355 588	397 113
Autres immobilisations financières	1 409 628		1 409 628	1 271 613
ACTIF IMMOBILISE	56 878 158	40 022 928	16 855 230	16 881 168
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	1 348 842	560 040	788 802	552 556
Marchandises	12 002 919		12 002 919	16 206 355
Avances et acomptes versés sur commandes	143 720		143 720	309 528
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	218 740 925	51 051	218 689 874	289 782 311
Autres créances	125 924 276		125 924 276	80 703 555
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	786 810		786 810	595 078
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	214 990		214 990	348 854
ACTIF CIRCULANT	359 162 482	611 091	358 551 391	388 498 237
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	416 040 640	40 634 019	375 406 621	405 379 405

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Capital social ou individuel (dont versé : 50 374 272)	50 374 272	83 390 129
Primes d'émission, de fusion, d'apport	8 527 772	8 527 772
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	8 339 013	8 339 013
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	2 818	2 818
Report à nouveau	-32 255 966	44 377
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	6 978 804	-32 300 343
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	96 632	83 474
CAPITAUX PROPRES	42 063 346	68 087 241
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 630 857	1 411 009
Provisions pour charges	8 380 211	4 409 311
PROVISIONS	10 011 068	5 820 320
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	2 761	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	12 300	520
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	187 701 456	201 450 834
Dettes fiscales et sociales	36 803 211	49 184 528
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	98 812 480	80 835 962
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	323 332 207	331 471 844
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	375 406 621	405 379 405

Rubriques	France	Exportation	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises	923 238 598	2 035 179	925 273 776	1 126 174 167
Production vendue de biens	29 192 970	276 468	29 469 438	30 805 667
Production vendue de services	9 083 064	15 084 808	24 167 872	17 989 005
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	961 514 632	17 396 454	978 911 086	1 174 968 840
Production stockée			408 107	-79 508
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 039 908	4 822 051
Autres produits			701 648	566 441
PRODUITS D'EXPLOITATION			981 060 750	1 180 277 823
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			582 991 709	826 655 824
Variation de stock (marchandises)			4 203 436	-4 845 663
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			821 679	1 335 769
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				33 449
Autres achats et charges externes			298 374 567	310 894 582
Impôts, taxes et versements assimilés			3 971 563	3 462 689
Salaires et traitements			30 039 062	28 273 063
Charges sociales			13 171 298	12 718 550
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immo. : dot. aux amort. (Dont amort. fonds. commercial)			191 347	404 651
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			560 040	400 035
Dotations aux provisions			792 255	899 928
Autres charges			36 811 079	33 153 930
CHARGES D'EXPLOITATION			971 928 035	1 213 386 807
RESULTAT D'EXPLOITATION			9 132 715	-33 108 984
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			2 373 431	435 936
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			2 373 431	435 936
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			111 900	201 693
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			111 900	201 693
RESULTAT FINANCIER			2 261 532	234 243
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			11 394 247	-32 874 741

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	7 500	117 586
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	118 875	57 772
PRODUITS EXCEPTIONNELS	126 375	175 358
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	153 685	45 339
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	4 227 618	122 025
CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 381 303	167 364
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-4 254 928	7 994
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	160 515	-566 404
TOTAL DES PRODUITS	983 560 556	1 180 889 117
TOTAL DES CHARGES	976 581 753	1 213 189 460
BENEFICE OU PERTE	6 978 804	-32 300 343

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers sont présentés en euros sauf indications contraires.

La société est une Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle au capital de 50.374.272,18 EUR créée le 10 décembre 2008.

Elle a son siège au 151-161 boulevard Victor Hugo à 93400 Saint-Ouen-sur-Seine et est inscrite au RCS de Bobigny sous le numéro 509 395 109.

Elle a pour activité la commercialisation aux clients externes d'articles à usage sanitaire ou domestique.

L'associé unique est ESSITY HOLDING FRANCE, RCS 752 456 830

1. LITIGE HYGIENE FEMININE

Dans le cadre du litige qui opposait la Société à la société Citeo, la Cour de cassation a rejeté le 23 novembre 2023 le pourvoi formé par la Société contre la décision de la Cour d'Appel de Paris du 30 septembre 2021.

Une provision couvrant les années 2018 à 2022 s'élevant à 687 milliers d'euros reste ouverte dans les comptes dans l'attente du règlement des sommes dues à la société Citeo.

2. CONGES PAYES

Concernant les décisions rendues par la Cour de cassation en septembre 2023 ayant fait naître de nouvelles obligations pour l'employeur relatives à l'acquisition de congés payés au titre des périodes d'arrêts maladie, la Société n'a constaté aucune provision au 31 décembre 2023. Dans l'attente de précisions des autorités compétentes pour définir la date à partir de laquelle les arrêts sont susceptibles d'être concernés par ces nouvelles obligations, la Société a retenu une rétroactivité de 9 ans. Concernant les arrêts maladie posés par les employés dans cette période et considérant une probabilité assez faible que ces montants soient réclamés, la probabilité de sortie de ressources a été estimée non significative.

3. RETRAITES

Une nouvelle réforme des retraites, prévue par la loi 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la Sécurité sociale pour 2023, est entrée en vigueur. Elle prévoit, notamment que l'âge de départ à la retraite sera progressivement relevé à compter du 1er septembre 2023 pour atteindre 64 ans en 2030, mais aussi une augmentation de la durée de cotisations pour bénéficier d'un taux plein à 43 ans à partir de 2027 (au lieu de 2035) et la suppression de certains régimes spéciaux pour les nouveaux embauchés.

Cette réforme n'a pas d'impact significatif pour la Société, les hypothèses de départ retenues pour l'évaluation de nos engagements retraites et médailles du travail n'étant pas modifiées du fait de cette loi.

4. APPORT PARTIEL D'ACTIF

Dans le cadre du projet de création d'une division européenne rassemblant les activités Consumer Tissue Private Label, la Société a apporté à la société Essity Operations Le Theil (nouvellement dénommée Essity PLD France) sa branche complète et autonome relative à son activité de distribution de produits Consumer Tissue « Private Label » par voie d'apport partiel d'actif, lequel a été réalisé au plan juridique, comptable et fiscal avec effet au 1er avril 2023.

L'actif net définitif apporté a été évalué à la somme de 33.015.856,82 euros et peut être synthétisé comme suit :

En milliers d'euros

ACTIF	
Actif Immobilisé	0,0
Stocks et en-cours	0,0
Créances Clients	68 934,7
Autres créances d'exploitation	9 370,2
Charges constatées d'avance	156,0
TOTAL ACTIF	78 460,9
PASSIF	
Provisions pour risques et charges	333,4
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 071,8
Dettes fiscales et sociales	9 333,0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0,0
Autres dettes	706,8
TOTAL PASSIF	45 445,0
ACTIF NET	33 015,9

L'apport partiel d'actif a été rémunéré par l'attribution à la Société de 19.147.033 actions nouvelles, d'une valeur nominale de 1 euro chacune, dans le capital d'Essity PLD France.

En date du 30 juin 2023, l'Associé unique de la Société a décidé une réduction de capital non motivée par des pertes, d'un montant de 33.015.856,82 euros, par réduction de la valeur nominale des actions de la Société passant de 1 euro à 0,60 euro. Cette réduction de capital a été payée en nature au moyen de l'attribution par la Société à Essity Holding France, associé unique de la Société, de 19.147.033 actions d'Essity PLD France.

Par décision du Président en date du 25 juillet 2023, après expiration du délai d'opposition des créanciers, il a été constaté la réalisation définitive de la réduction de capital et décidé la modification corrélative des statuts. Après cette opération, le capital social s'élève à la somme de 50.374.272,18 euros, divisé en 83.390.129 actions de 0,60 euro.

5. INFORMATIONS SPECIFIQUES RELATIVES AUX CRISES GENERALES

Les crises générales liées aux conflits Ukraine / Russie et au Proche-Orient n'ont pas eu d'impact particulier pour la Société qui a une activité non significative avec les pays concernés.

De manière plus large, ces conflits impactent l'économie en général et notamment les cours des matières premières et de l'énergie. Les conséquences de leur hausse sur les prix d'achats Intra-Groupe de nos produits ont pu être limitées partiellement par une répercussion sur les prix de ventes.

1. PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels de l'exercice 2023 ont été établis conformément aux dispositions du Règlement ANC 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif au Plan Comptable Général (P.C.G.).

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, définies par le P.C.G.

Les comptes ont été établis dans le respect des principes comptables :

- principe de prudence ;
- principe de continuité de l'exploitation ;
- principe de permanence des méthodes comptables ;
- principe d'indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. CHANGEMENTS DE REGLES ET METHODES COMPTABLES

Néant

3. IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

3.1. Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont reprises à leur coût d'achat ou à leur valeur d'apport et amorties linéairement comme suit :

	<u>Durée en années</u>
• Brevets	Durée des droits
• Logiciels	5, 4 ou 3 ans
• Droits de propriété artistique et autres éléments	Durée des droits
• Dessins et modèles	Durée des droits

Les marques acquises ne font pas l'objet d'amortissement.

Lorsque la valeur nette comptable des immobilisations incorporelles se trouve notablement supérieure aux avantages économiques futurs attendus de ces actifs, elles font l'objet d'une dépréciation complémentaire.

Les immobilisations incorporelles de la Société proviennent pour leur quasi-totalité de l'apport partiel d'actif de janvier 2009 et correspondent essentiellement à un fonds de commerce acquis à l'origine en 1988. Ce fonds a fait l'objet d'une analyse spécifique en 1996, avec constatation d'une dépréciation de 40 millions d'euros concernant les marques ne générant plus de chiffre d'affaires.

L'apport de 2009 ayant été fait en application de l'instruction 4 I-1-05 du 30 novembre 2005, cette provision a été reprise pour la valeur figurant chez l'apporteuse. Elle a fait l'objet d'un ajustement à la baisse de 5 millions d'euros en 2020 compte tenu de la valeur vénale estimée de la marque PEAUDOUCE® à l'étranger.

La valeur résiduelle du fonds correspondant à la marque NANA® a fait l'objet d'un test de dépréciation en 2023, le résultat de ce test donnant un montant supérieur à la valeur nette comptable. Cette valeur n'a pas été modifiée à la clôture de l'exercice en l'absence d'indice de perte de valeur.

3.2. Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition), à leur coût de production ou à leur valeur d'apport.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Sont amorties linéairement les immobilisations suivantes :

	<u>Durée en années</u>
• Agencements et aménagements des constructions	5 à 9 ans
• Matériel et Mobilier de bureau et informatique	3 à 10 ans

Sont amorties selon le mode dégressif ramené au linéaire, les immobilisations suivantes :

	<u>Durée en années</u>
• Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans

Lorsque la valeur nette comptable des immobilisations corporelles se trouve notablement supérieure aux avantages économiques futurs attendus de ces actifs, elles font l'objet d'une dépréciation complémentaire.

Les amortissements dérogatoires, constitués de l'écart entre l'amortissement fiscal et l'amortissement linéaire, sont inscrits en résultat exceptionnel et dans les provisions réglementées au passif du bilan.

4. STOCKS

4.1. Valorisation

Les stocks et les en-cours de production sont évalués au coût d'acquisition ou de production (coût moyen pondéré), ou à la valeur probable de réalisation si celle-ci est inférieure.

4.2. Dépréciation

Une dépréciation est constituée lorsque le prix de réalisation pour les produits finis, déduction faite des frais proportionnels de vente, est inférieur au coût moyen pondéré du stock.

4.3. Sous-activité

Les frais fixes sont incorporés aux coûts de production des produits sur la base d'une activité normale.

5. CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée client par client pour les créances présentant un risque de non-recouvrement.

6. OPERATIONS EN DEVICES

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la clôture de l'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écarts de conversion.

Lorsque la dette ou créance fait l'objet d'une couverture de change, celle-ci est valorisée aux taux de couverture. Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques.

7. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions comprennent :

7.1. des provisions concernant des litiges en cours et des charges que des événements en cours rendent probables mais dont la réalisation du risque ou de la charge est incertaine.

7.2. des provisions pour indemnités de départ à la retraite et assimilés :

L'engagement de la Société lié aux indemnités de départ à la retraite a été évalué par un Actuaire-Conseil à 4.828 milliers d'euros au 31 décembre 2023, en valeur actuelle.

Ce calcul a été fait en tenant compte :

- de la probabilité de présence du salarié dans l'entreprise à l'âge de la retraite,
- d'un taux d'actualisation de 3,18% et en retenant les hypothèses suivantes d'un départ volontaire :
 - pour un salarié non-cadre à l'âge de 63 ans s'il est né avant 1963, sinon 64 ans
 - pour un salarié cadre à l'âge de 65 ans s'il est né avant 1963, sinon 66 ans
- ainsi que d'une croissance annuelle des rémunérations de 3,5% et d'un taux d'inflation de 2,25%.

Les montants des indemnités de départ en retraite ont été déterminés conformément aux règles fixées par les conventions collectives nationales applicables à l'entreprise.

La Société a confié à une société d'assurance le soin de constituer un fonds collectif de réserve destiné au service des indemnités de départ à la retraite. Au 31 décembre 2023, le fonds disposait de 880 milliers d'euros, soit 18% de la dette estimée.

La part non couverte par le fonds de réserve constitué auprès des assurances a fait l'objet d'une provision en comptabilité à hauteur de 3.948 milliers d'euros.

7.3. Des provisions pour gratifications médailles du travail :

L'engagement lié aux primes versées lors de la remise des médailles du travail a été évalué en utilisant les hypothèses définies pour l'engagement de la société lié aux indemnités de départ à la retraite.

L'engagement s'élève à 47 milliers d'euros à fin décembre 2023. Ce montant a fait l'objet d'une provision comptabilisée dans les comptes de la société.

7.4. Des provisions pour frais de santé de personnel retraité :

L'engagement pour frais de santé de personnel retraité a été calculé par un actuaire externe en fonction d'un taux d'actualisation de 3,18% et d'un taux d'augmentation des cotisations de 6,25% et la dernière table de mortalité connue.

L'engagement s'élève à 492 milliers d'euros à fin décembre 2023. Ce montant a fait l'objet d'une provision comptabilisée dans les comptes de la société.

8. ENGAGEMENTS ET OPERATIONS HORS BILAN

8.1. Opérations non inscrites au bilan

Aucune opération non inscrite au bilan ne présente des risques et avantages significatifs dont la connaissance est nécessaire pour apprécier la situation financière de la société.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	50 411 619		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	238 305	238 305	
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.		2 177 650	
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier		2 211 491	941
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			67 977
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 627 446		68 919
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	7 622		33 015 857
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 668 726		466 858
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 676 348		33 482 715
TOTAL GENERAL	56 715 412		33 551 633

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			50 411 619	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			238 305	
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers			2 177 650	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		2 663	2 209 769	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			67 977	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 663	4 693 701		
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		33 015 857	7 622	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		370 368	1 765 216	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	33 386 224	1 772 838		
TOTAL GENERAL	33 388 887	56 878 158		

Exprimé en €

Eléments	Valeur brute	Amortissement / Dépréciation	Valeur nette
Droit au bail			
Eléments achetés			
Eléments réévalués			
Eléments reçus en apport :			
- Fonds origine 1988	48 090 957	33 901 940	14 189 017
- Fonds ACE 1991	1 029 659	1 029 659	
- Fonds Kolmi 1998	55 949		55 949
- Fonds Alpan, Enalis 1998	121 959		121 959
- Fonds Hexadis 1998	151 016	151 016	
TOTAL	49 449 540	35 082 615	14 366 925

- Le fonds d'origine 1988 correspond à l'acquisition par ESSITY de la société PEAUDOUCE, qui comprenait des activités Hygiène bébé, Hygiène féminine, Hygiène adulte, Hygiène tissue ainsi que d'autres activités annexes (coton, pansements). Il a été déprécié partiellement lors de l'étude faite en 1996 suite à la cession de la marque PEAUDOUCE® sur le territoire français (hygiène bébé). La partie non dépréciée du fonds correspond à la marque NANA® et à la marque PEAUDOUCE® qui reste exploitée à l'étranger.

- Le fonds commercial d'origine 1991 acquis à la société ACE a été déprécié à 100% lors de l'étude faite en 1996, suite à la cession d'une marque.

- Le fonds commercial acquis à la société Kolmi concerne l'incontinence adulte.

- Les fonds ALPAN, ENALIS, HEXADIS proviennent de l'acquisition des sociétés du même nom, société qui ont été absorbées en 2000 et concernent l'incontinence adulte.

Eléments	Valeur brute	Amortissement / Dépréciation	Valeur nette
Concessions, brevets et droits similaires	644 985	643 749	1 235
Autres immobilisations incorporelles (1)	317 094		317 094
TOTAL	962 079	643 749	318 329

(1) cet élément incorporel provient d'un apport de savoir-faire et de clientèle concernant la division Health and Medical Solutions. Il ne nécessite pas d'être déprécié, l'activité de cette division étant en croissance depuis cet apport.

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial	151 017			151 017
Autres immobilisations incorporelles	582 769			582 769
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	733 786			733 786
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales,agenc.,aménagement.	64 286	15 887		80 173
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers	2 133 609	31 334		2 164 943
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 909 985	144 126	2 663	2 051 448
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 107 880	191 347	2 663	4 296 564
TOTAL GENERAL	4 841 666	191 347	2 663	5 030 350

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations	7 944						7 944
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau		23 990			18 776		5 215
Embal récup.							
CORPOREL.	7 944	23 990			18 776		13 158
Acquis. titre							
TOTAL	7 944	23 990			18 776		13 158
Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice			
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Etat des échéances des créances et dettes

Comptes annuels au 31/12/2023

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	355 588	50 965	304 623
Autres immobilisations financières	1 409 628	1 409 628	
Clients douteux ou litigieux	56 944	56 944	
Autres créances clients	218 683 980	218 683 980	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 295	1 295	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	51 905	51 905	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	44 494 466	44 494 466	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	80 836 660	80 836 660	
Débiteurs divers	539 950	539 950	
Charges constatées d'avance	214 990	214 990	
TOTAL GENERAL	346 645 407	346 340 784	304 623
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	41 525		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	2 761	2 761		
Fournisseurs et comptes rattachés	187 701 456	187 701 456		
Personnel et comptes rattachés	9 031 843	9 031 843		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 281 193	7 281 193		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	19 844 698	19 844 698		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	645 477	645 477		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	98 812 480	98 812 480		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	323 319 908	323 319 908		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	83 390 129			0,6
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		68 087 241
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		68 087 241

Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital	33 015 857	
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		13 158
Autres variations		
Résultat de l'exercice		6 978 804
SOLDE	26 023 895	

Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		42 063 345

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	83 474	31 934	18 776	96 632
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	83 474	31 934	18 776	96 632
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	4 192 080	757 255	462 940	4 486 394
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 628 240	4 230 684	334 251	5 524 674
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	5 820 320	4 987 939	797 191	10 011 068
Dépréciations immobilisations incorporelles	34 992 578			34 992 578
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	388 179	560 040	388 179	560 040
Dépréciations comptes clients	58 253		7 202	51 051
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	35 439 010	560 040	395 381	35 603 669
TOTAL GENERAL	41 342 805	5 579 913	1 211 348	45 711 370
Dotations et reprises d'exploitation		1 352 295	759 103	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		4 227 618	118 875	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Les autres provisions pour risques et charges se ventilent comme suit :

	Solde au 31/12/2023
Dépenses de restructuration	3 893 817
Litiges	1 182 857
URSSAF	448 000
TOTAL	5 524 674

Les reprises sur provisions et dépréciations de l'exercice comprennent :

	Provisions pour risques et charges	Autres	Total
Reprises sur provisions et dépréciations pour utilisation	209 099	414 114	623 212
Reprises sur provisions et dépréciations devenues sans objet	254 722	43	254 766
Provisions et dépréciations comprises dans l'apport partiel d'actif	333 370		333 370
TOTAL	797 191	414 157	1 211 348

Compte	Libellé	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		67 685 599	63 375 145	4 310 454
AUTRES DETTES				
TOTAL AUTRES DETTES		95 233 293	79 354 789	15 878 504
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		15 105 524	14 529 797	575 726
TOTAL CHARGES A PAYER		178 024 416	157 259 731	20 764 685

Compte	Libellé	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		18 845	629 201	(610 356)
AUTRES CREANCES				
TOTAL AUTRES CREANCES		51 905	209 091	(157 186)
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		70 750	838 292	(767 542)

Charges et produits constatés
d'avance

Compte	Libellé	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	CHARGES CONST D'AVANCE - AUTRES	168 118	283 095	(114 977)
486001	CHARGES CONST D'AVANCE - ASSURANCES	46 872	65 759	(18 887)
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		214 990	348 854	(133 864)

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2023	Total 31/12/2022	%
Ventes en France	961 514 632		961 514 632	1 156 224 382	-16,84 %
Ventes vers les pays de l'U.E.		11 313 533	11 313 533	11 811 689	-4,22 %
Ventes vers les pays hors U.E.		6 082 921	6 082 921	6 932 769	-12,26 %
TOTAL	961 514 632	17 396 454	978 911 086	1 174 968 840	-16,69 %

Rubriques	Total	Total	%
	31/12/2023	31/12/2022	
Hygiène - Consumer Goods	603 535 257	603 858 579	-0,1%
Hygiène - Professional Hygiene	159 792 664	169 203 912	-5,6%
Hygiène - Health & Medical Solutions	98 797 230	90 121 567	9,6%
Hygiène - Tissue Private Label	92 147 073	294 544 348	-68,7%
Autres Produits et Services	24 638 862	17 240 433	42,9%
TOTAL	978 911 086	1 174 968 840	-16,7%

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Transfert de charges d'exploitation - Indemnités d'assurance	16 785	7910
Transfert de charges d'exploitation - Indemnités diverses		
- Autres	239 732	7911
- Formations	2 760	7912
- Litiges	21 528	7915
TOTAL	280 805	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	7 500	771
Reprise des amortissements dérogatoires	18 776	787
Reprise des provisions exceptionnelles - Autres	39 399	787
Reprise des provisions exceptionnelles - Restructuration	60 700	787
TOTAL	126 375	

Répartition de l'impôt sur les sociétés

Répartition	Résultat avant impôt	Taux de l'impôt	Impôt théorique	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	11 394 247	25,00%	2 848 562	3 604 487	7 789 760
Résultat exceptionnel	(4 254 928)	25,00%	(1 063 732)	(773 338)	(3 481 590)
Participation des salariés		25,00%			
Contribution sociale sur les bénéfices		3,30%		68 249	(68 249)
Crédits d'impôts				(1 147 470)	1 147 470
Créances d'impôts à raison des bénéfices fiscaux antérieurs					
Impact de l'intégration fiscale				(1 591 413)	1 591 413
RESULTAT COMPTABLE	7 139 319		1 784 830	160 515	6 978 804

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Comptes annuels au 31/12/2023

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			6 978 804
Impôt sur les bénéfices			160 515
RESULTAT AVANT IMPOT			7 139 319
Amortissements dérogatoires	31 934	(18 776)	13 158
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	31 934	(18 776)	13 158
Ecart de conversion actif			
Ecart de conversion passif			
Charges non déductibles temporairement	(3 895 499)	2 603 482	(1 292 017)
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES	(3 895 499)	2 603 482	(1 292 017)
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			5 860 460

Rubriques	Solde au 31/12/2022	Dotations	Reprises	Solde au 31/12/2023
Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Ecart de conversion actif	83 474	31 934	(18 776)	96 632
TOTAL ACCROISSEMENTS	83 474	31 934	(18 776)	96 632
Participation des salariés aux résultats Contribution sociale de solidarité Autres provisions non déductibles Provision forfaitaire créances impayées Provision pour engagement retraite Charges à payer - Indemnité précarité Ecart de conversion passif	(1 856 199) (60 000) (223 000) (4 138 797) (11 698)	(1 544 520) (1 220 007) (352 001) (751 687) (27 284)	1 856 199 60 000 223 000 452 585 11 698	(1 544 520) (1 220 007) (352 001) (4 437 899) (27 284)
TOTAL ALLEGEMENTS	(6 289 694)	(3 895 499)	2 603 482	(7 581 711)
BASE FISCALE DIFFEREE NETTE	(6 206 220)	(3 863 565)	2 584 706	(7 485 079)
Plus-values différées Déficits reportables fiscalement Moins-values à long terme				
BASE FISCALE LATENTE NETTE				
TOTAL	(6 206 220)	(3 863 565)	2 584 706	(7 485 079)
IMPOTS DIFFERES OU LATENTS	25,825% (1 602 756)			25,825% (1 933 022)

La situation fiscale différée résulte des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits et de charges.

Selon la nature des décalages, l'effet de ces impôts différés sera d'alléger ou d'accroître la charge future d'impôt.

	Engagements réciproques					
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

IDENTITE DES SOCIETES CONSOLIDANTES

Selon le règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 modifiant le règlement ANC 2014-03, l'article du PCG 833-2/9 modifié il est précisé que les comptes de notre société sont consolidés dans les comptes de la société :

ESSITY AB, STOCKHOLM, SUEDE

La méthode de consolidation utilisée est celle de l'intégration globale.

Depuis le 1er Janvier 2017, notre société est membre du groupe d'intégration fiscale dont la société mère est ESSITY HOLDING FRANCE.

Chaque société intégrée fiscalement est replacée dans la situation qui aurait été la sienne si elle avait été imposée séparément. L'économie ou la charge d'impôt complémentaire résultant de la différence entre l'impôt dû par les filiales intégrées et l'impôt résultant de la détermination du résultat d'ensemble est enregistrée par ESSITY HOLDING FRANCE.

En cas de sortie du groupe, la filiale perd tout droit sur ses déficits fiscaux et fraction d'intérêts reportables subis en période d'intégration mais pourrait, en principe, prétendre à l'indemnisation des conséquences de sa sortie auprès de la société mère. En effet, l'article 10 de la convention d'intégration fiscale applicable prévoit notamment que dans cette hypothèse les parties se rapprocheront et conviendront entre elles des conséquences de cette sortie.

En tant que filiale, notre société est solidaire du paiement de l'impôt groupe vis-à-vis de la société mère.

Les charges correspondantes aux locations de véhicules de tourisme exclues des charges déductibles se sont élevées à 565.242 EUR.

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Ventilation de l'effectif moyen	Personnel salarié	
	31/12/2023	31/12/2022
Cadres	294	276
V.R.P. + Agents de maîtrise	24	29
Employés et Techniciens	38	56
Ouvriers et Agents techniques		
TOTAL	356	361

L'effectif, défini par l'article D 123-200 du code de commerce, ne tient désormais plus compte du personnel mis à disposition (personnel intérimaire et personnel détaché ou prêté).

L'effectif employé à temps partiel ou pour une durée inférieure à l'exercice est pris en compte en proportion du temps de travail effectif.

Néant.